

Robert Hitchcock
Judith Fros



Le Botswana est un pays peuplé de 2,250,000 habitants. Il a célébré le cinquantième anniversaire de son indépendance en 2016. Son gouvernement ne reconnaît pas de groupes spécifiques comme étant des peuples autochtones, affirmant plutôt que tous les citoyens du pays sont autochtones. Cependant, 2,9% de la population s'identifie comme appartenant à un peuple autochtone. Ce chiffre inclut les San (plus communément appelé les Basarwa au Botswana), qui sont environ 65,000 ; les Balala (1,950) ; et les Nama (2,400), un peuple de langue Khoekhoe.

Par le passé, les San étaient traditionnellement des chasseurs-cueilleurs, mais une vaste majorité d'entre eux se composent aujourd'hui de petits agro-éleveurs, d'ouvriers du bétail, ou de personnes vivant d'économies mixtes. Ils appartiennent à un large nombre de sous-groupes, la plupart avec leur propre langue, tel que : les Ju/'hoansi, les Bugakhwe, les Khwe-Ani, les Ts'ixa, les ꞤX'ao'aen, les !Xóǀ, les ꞤHoan, les ꞤKhomani, les Naro, les G/ui, les G//ana, les Tsasi, les Deti, les Shua, les Tshwa, les Danisi et les /Xaise.

Les San, les Balala et les Nama font partis des peuples les plus déshérités du Botswana, un fort pourcentage d'entre eux vivant sous le seuil de pauvreté. Parmi les San, il est estimé que seuls 300 personnes sont des chasseurs-cueilleurs à temps plein (0.5% du nombre total de personnes San au Botswana).

Le Botswana est un signataire aux Conventions sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDAW), relative aux Droits de l'Enfant (CRC) et sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination Raciale (CERD), de même qu'il a voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones (UNDRIP). Néanmoins, il n'a pas signé la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail relative aux Peuples Indigènes et Tribaux (ILO 169).

Le Botswana a participé aux réunions de l'Examen périodique universel (UPR) lors de la vingt-neuvième session du Conseil des Droits de l'Homme, du 15 au 26 janvier 2018.² Il n'existe pas de lois spécifiques relatives aux droits des peuples autochtones dans le pays, pas plus que le concept de peuples autochtones n'est consacré dans la Constitution botswanaise.

En 2018, les peuples autochtones du Botswana éprouvaient toujours des difficultés à se maintenir sur leurs terres ancestrales et à bénéficier d'un accès aux ressources naturelles qui soit suffisant pour y vivre. Le Botswana, pourtant salué en matière de protection des Droits de l'Homme, la manière dont il traite les communautés autochtones et marginalisées en étant une exception notable, continuait toujours d'interdire l'entrée sur le territoire aux défenseurs des Droits de l'Homme Gordon Bennett et Steven Corry afin qu'ils y effectuent leur travail en faveur des peuples autochtones.³ Plus positivement, aucun membre de communautés autochtones n'a perdu la vie en 2018 en raison d'actions gouvernementales.

Un nouveau président, Mokgweetsi Masisi, a accédé au pouvoir au Botswana le 1^{er} Avril 2018. Il a nommé au poste de Vice-président l'ancien Ministre du Gouvernement Local et du Développement Rural, Slumber Tsogwane. Monsieur Tsogwane a participé à la dix-septième Instance Permanente sur les questions autochtones des Nations Unies (UNPFII), qui s'est tenue à New York du 16 au 27 Avril 2018, aux côtés de plusieurs représentants San du Botswana.

En 2018, le Botswana a été classé 5^{ème} parmi 54 pays africains au classement de l'*Ibrahim Index of African Governance* (IIAG) réalisé par la *Mo Ibrahim Foundation* (MIF), notant notamment que dans son indice sur les abus et les mauvais traitements, aucun journaliste

n'ayant été emprisonné ou tué cette année-là. Au moins une douzaine de journalistes, cependant, étaient toujours placés sur la liste des personnes ayant été interdites d'immigration (PI).⁴

Transparency International a classé le Botswana à la 34^{ème} place de son Indice de la perception de la corruption, soit le meilleur classement pour un État subsaharien.

Conservation, chasse et lutte contre le braconnage

Les débats concernant l'impact des politiques de lutte contre la chasse et le braconnage au Botswana se sont intensifiés en 2018.⁵ Il semblait en effet que le gouvernement du président Masisi souhaitait abroger l'interdiction faite à la chasse, et autoriser de nouveau la chasse pour les citoyens et les safaris au Botswana, activités qui avaient été prohibées en 2014. C'était une nouvelle particulièrement bonne pour les San, dont la subsistance dépend davantage des animaux sauvages que les autres peuples autochtones du pays. Néanmoins, à la fin de l'année 2018, aucun changement relatif à la lutte contre le braconnage et l'interdiction de la chasse n'avait été acté, et l'impact de ces politiques sur les communautés San du Botswana continuait de se faire ressentir.⁶

Les peuples autochtones du Delta de l'Okavango, une région touristique du Nord-Ouest du Botswana mondialement réputée et classée au Patrimoine Mondial, sont inquiets de constater que de riches tours opérateurs vont bientôt étendre leurs droits sur de large portion du Delta, et les repousser hors de leurs territoires ancestraux. C'est particulièrement vrai pour le milliardaire Sir Richard Branson, qui a sollicité des droits d'exploitation de larges zones du Delta.

La *Tourism Land Bank* (TLB) a été créée par le gouvernement afin de permettre à de potentiels investisseurs de capter d'importantes participations dans les concessions touristiques du Delta. Selon Leburu Moletedi, un représentant du Comité International de Coordination des Peuples Autochtones d'Afrique (IPACC) « [...] *les communautés autochtones du Delta de l'Okavango, parmi lesquelles les Basarwa, les Hambukushu et les Wayeyi, sont inquiètes de se voir retirer à l'avenir l'accès à leurs terres [...] aux roseaux, poissons et autres ressources de la brousse* » depuis que ladite banque a été établie. Monsieur Molatedi poursuit en affirmant que la TLB menace d'interférer avec le programme *Community Based Natural Resources Management* (CBNRM), mis en place de manière à permettre aux communautés locales de demeurer sur leurs terres et de bénéficier de ses ressources.⁷

La Réserve de chasse du Kalahari central (CKGR) et autres enjeux de réinstallation

En 2018, approximativement 350 à 400 membres des peuples San et Bakgalagadi vivaient dans le Kalahari central, au sein de cinq communautés : Metsiamonong, Mothornelo, Gope, Molapo and Gugamma. Ces communautés ont été fournies en nourriture, eau et autres produits de nécessité par les Conseils des districts Central, de Ganzhi et de Kweneng. Cependant, il était toujours difficile pour les peuples vivant dans la réserve de combler leurs besoins en eau, que ce soit pour eux ou pour leurs animaux. L'approvisionnement en

eau, limité à 10,000 litres par mois pour chaque zone, a été souvent retardé et inadapté. En outre, de nombreux anciens résidents de la Réserve ainsi que leurs enfants se sont vus empêchés d'y entrer.

Le Département de la Faune et des Parcs Nationaux et le Conseil du district de Ganzhi ont tenu des entretiens en 2018 avec les habitants de la Réserve sur la question de savoir comment les ressources de la Réserve et les communautés y vivant seraient gérées. Le Conseil du district de Ganzhi a envoyé une délégation auprès des communautés du Kalahari Central du 21 au 25 mai. Il a ensuite organisé une réunion du Conseil le 27 juin afin de traiter des préoccupations soulevées par les communautés à l'issue de ces entretiens.⁸

Des promesses ont été faites aux habitants de la Réserve par le gouvernement, notamment que chacune des communautés établies dans le Kalahari Central seraient aptes à développer sa propre fiducie afin de superviser les activités touristiques locales. Le problème étant que le gouvernement, avec les services du Cabinet botswanais *Lecha and Associates*, a mis au point un plan différent pour lesdites fiducies : un plan qui engloberait les cinq communautés de la réserve et une gestion externe de la faune, appelée la *Memoghamoga Community Trust*. Un Conseil des administrateurs de la fiducie a été établi, pour un mandat de deux ans, mais sans que les leaders des communautés de la Réserve n'y soient représentés.⁹

Le Comité des habitants de la Réserve de chasse du Kalahari central (RC) ont écrit au gouvernement botswanais en Novembre 2018, le notifiant de leur refus de ce plan et maintenant leur souhait de disposer de leurs propres fiducies, ainsi que d'être capable d'élire les membres des comités chargés de leur direction et de leur gestion, conformément au programme CBNRM.

Des centaines de personnes du peuple autochtone San, dont les terres ancestrales sont situées dans la région du Boteti au cœur du district Central, ont été déplacé de manière répétée depuis les années 60, lorsque des gisements de diamant ont été découvert sur leur territoire. De Beers, un conglomérat diamantaire, s'associa plus tard en coentreprise avec le gouvernement pour former la Debswana Diamond Company Ltd, afin d'ensuite développer les mines d'Orapa, Lethakane et Damtshaa, faisant de la région du Boteti le plus riche et productif des centres miniers au monde. En 2018, plusieurs communautés San du Boteti ont été déplacé une nouvelle fois, pour des raisons obscures. Celles établies à Makolwane ont été contraintes de partir pour Metsiaela, et ont été décrites comme endurant une « *pauvreté écrasante à un jet de pierre du plus grand gisement de diamant découvert en cent ans [...]* ». ¹⁰ Les responsables ont pour projet de déplacer un autre groupe de Makgama a Mosu, selon le *Botswana Khwedom Council*, qui a toujours plaidé la cause des résidents concernés. ¹¹ Les San du Boteti « *doivent parcourir de longues distances afin d'avoir accès aux écoles et aux services de santé* », indique Banyatsi Salutu, un membre du Khwedom Council. Il rapporte qu'au moins quatre femmes, si ce n'est plus, avaient accouché en pleine brousse alors qu'elles essayaient de rejoindre l'hôpital le plus proche. ¹²

Peu après les élections de 2018, une délégation venue du Boteti, soutenue par le Botswana Kwedhom Council, rendit visite au Vice-président récemment nommé, Slumber Tsogwane, afin de s'entretenir avec lui sur les moyens d'alléger leurs difficultés.¹³ A la fin 2018, Tsogwane n'y avait toujours pas donné suite. En juin 2018, le député de l'Est du Boteti, Sethomo Lelatisitswe, a porté à l'attention du Parlement botswanais la question des compensations versées aux habitants de la région, déplacés en raison des activités minières. Interrogés par les députés, le Ministre des Minéraux déclara qu'il ne disposait pas de pièces pouvant attester du déplacement de personnes depuis les terres qui avaient été allouées aux mines, mais promit la mise en place d'une enquête qui prendrait environ trois mois selon ses estimations. A la fin de l'année, aucune information concernant les résultats de cette éventuelle enquête n'avait été publié.¹⁴

Un autre cas de déplacement et de réinstallation de membres du peuple San, sans leur consentement, concerne celui de la communauté Ranyane, au sein du district de Ganzhi. Les avocats de ladite communauté ont rédigé une lettre au Ministre du Gouvernement Local et du Développement Rural afin de requérir des autorités l'octroi pour les Ranyane du statut formel de *communauté*, statut qui leur aurait donné droit aux services gouvernementaux tels que les services de santé, l'accès à l'eau potable et à l'éducation.¹⁵ Alors que 2018 touchait à sa fin, aucune décision émanant du gouvernement ou du district de Ganzhi n'avait été adoptée concernant le futur de la communauté Ranyane.

Le Botswana et les Droits de l'Homme

La dix-septième session de l'UNPFII, qui s'est tenue à New York du 16 au 27 avril 2018, a fait l'objet d'une déclaration du Conseiller du district de Ganzhi pour New Xade, Jumanda Gakelebone, qui s'est exprimé au nom du peuple San. Cette déclaration appelait à la reconnaissance des droits des San et des autres communautés indigènes et marginalisées.

Du 3 au 5 décembre 2018, une réunion régionale à propos des San et de leur inclusion s'est tenue à Windhoek. Intitulée le « *Groupe de travail sous-régional sur le développement inclusif pour le peuple San dans la perspective de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* », la réunion était soutenue par la division des Nations Unies pour la Politique Sociale et le Développement, réunion à laquelle a assisté Steven Ludick, le directeur du Département du Développement Communautaire auprès du Ministère du Gouvernement Local et du Développement Rural, afin d'y présenter la position du gouvernement botswanais.

Enjeux liés au genre et à l'enfance

En 2019 au Botswana, des femmes des peuples San, Nama et Balala continuaient de militer pour leurs droits, exprimant leur désir de bénéficier d'un traitement juste et équitable devant la loi, par exemple en matière de droits fonciers et d'héritage de terres.¹⁶ Le *San Youth Network* (Synet) a activement promu l'éducation, la formation, ainsi que des programmes destinés à la jeunesse. La *Tane Ko Teemahane Women's Foundation*, qui siège à Khwaai, a de son côté engagé un processus de demande d'assistance pour les femmes San

dans les domaines du tourisme, de la production artisanale et du commerce. La production artisanale représente en effet une source importante de revenus pour les femmes autochtones au Botswana.¹⁷

Enseignements et bonnes pratiques

L'activisme des San, de même celui des organisations travaillant avec eux, a mené à des résultats positifs dans de nombreuses régions du Botswana. La *Kuru Family of Organizations* (KFO), le *Botswana Khwedom Council* (BKC), *First People of the Kalahari* (FPK) ou encore le *Kalahari Wildlands Trust* (KWT) ont mis en place différentes stratégies de développement au sein de communautés rurales botswanaises. A titre d'exemple, dans l'Ouest du Ngamiland, les Ju/'hoansi de la région de Dobe ont développé un projet touristique communautaire à !Harin//axo (Qarinxago) et cherchèrent à s'assurer qu'ils disposaient de droits fonciers à long-terme sur la zone concernée. Alors qu'ils faisaient face à la menace de se voir retirer leur territoire (*n!ore*) par des étrangers, les Ju/'hoansi ont formé un recours auprès du sous-comité territorial, le *Tawana Land Board*, et du Ministre du Gouvernement Local et du Développement Rural, afin d'obtenir la garantie de leurs droits sur leurs terres.

Inspirés par leur expérience, des Ju/'hoansi mais aussi d'autres membres de communautés ont eux aussi cherché à porter activement les enjeux relatifs aux droits humains, à la justice sociale et à l'équité au sein de réunions de district et de réunions régionales, et à s'engager dans des activités de développement local et durable.

Notes and références

1. Data obtained from censuses by researchers and from extrapolations from data compiled by the Central Statistics Office, Government of Botswana, www.cso.gov.bw/, accessed 24 December 2018.
2. Human Rights Council 2018. *National Report Submitted in Accordance with Paragraph 5 of the annex to Human Rights Council resolution 16/21: Botswana*. New York: Human Rights Council, United Nations General Assembly.
3. Sunday Standard Reporter 2018. Bennett's Visa Ban Pits Khama Against US, UK, FPP. Sunday Standard 18 March 2018; B.B. Carril 2018. Conversations about Indigenous Peoples and Adjudication: Interviews with G. Bennett, and S. Corry. ELR no. 1, DOI: 10.5553/ELR 000099.
4. Mo Ibrahim Foundation 2018. The 2018 *Ibrahim Index of African Governance (IIAG)*. www.iaig.online/ accessed 27 December 2018.
5. T.D. Nyoni 2018. Killing Poachers: Good or Bad Policy? *The Patriot*, 18 June 2018; J.E. Mbaiwa 2018. Effects of the safari hunting tourism ban on rural livelihoods and wildlife conservation in Northern Botswana. *South African Geographical Journal* 100(1):41-61.
6. J.E. Mbaiwa, *ibid.*
7. Boniface Keakabetse 2018a. Scramble for the Okavango Delta. *The Weekend Post*, 9 April 2018. Sunday Standard, "Sunday Standard Reporter 2018. Meet the New Big Names that Now Owns [sic] Okavango Delta," *Sunday Standard*, 18 July 2018. Ghanzi District Council Secretary, personal communication, 5 December 2018.
8. Khonani Ontebetse, 2018. Government 'Trojan Horse' in the CKGR Exposed. *Sunday Standard*, 4 February 2018.
9. Boitshepo Majube 2018. *Business Weekly & Review*, 10 December 2018.
10. Alfred Masokola 2018. Debswana caught up in displaced communities brawl. *Weekend Post*, 18 June 2018.
11. "Govt doesn't care about Basarwa," *The Midweek Sun*, 4 September 2018.
12. Nicholas Mokwena 2018. Basarwa of Boteti decry state ill-treatment. *Botswana Guardian*, 20 April 2018.
13. Alfred Masokola, *op.cit.*
14. F. Baaitse 2018. Fight for Survival: Lawyers Argue that Ranyane Village Deserves Recognition. *The Voice*, 21 August 2018, p. 1.
15. F. Baaitse, *ibid.*

16. Amit Zoran 2018. The ostrich eggshell beads craft of the Ju/'hoansi: A reflection on modern craft theories. *Craft Research* 9(2):229-253.

Robert Hitchcock est membre du conseil d'administration du Kalahari Peoples Fund (KPF), une organisation à but non lucratif qui se consacre à aider les populations de l'Afrique australe.

Judith Frost est une éditrice et chercheuse basée à New York qui s'occupe des questions relatives aux peuples autochtones depuis de nombreuses années.

Source : IWGIA The Indigenous World 2019
Traduction en français pour le GITPA par IWGIA

